MAIS
C'EST UNE MAUVAISE IDÉE, PARCE QUE...

L'AUSTÉRITÉ EST UNE ERREUR DE CALCUL.

En avril 2013, un étudiant en économie a trouvé quatre graves erreurs dans l'étude Reinhart-Rogoff, dont une erreur de calcul dans le tableur Excel! Une fois ces erreurs corrigées, le lien entre la dette et les ralentissements économiques devient insignifiant. Suite à ces découvertes, le FMI s'est empressé de dire que les politiques d'austérité n'avaient pas eu et n'auraient pas les effets attendus.

LA DETTE QUÉBÉCOISE EST L'UNE DES PLUS FAIBLES.

Si on regarde la dette nette du Québec, elle se place parmi les plus faibles du monde, soit 134e au classement mondial. La dette brute, chiffre utilisé par les instituts néolibéraux comme l'IEDM, n'inclut pas les possessions de l'État dans le calcul, ce qui le rend malhonnête et inutilement affolant. Bref, le Québec n'est pas assez endetté pour justifier des mesures d'austérité, qui de toute façon s'avèrent inefficaces.

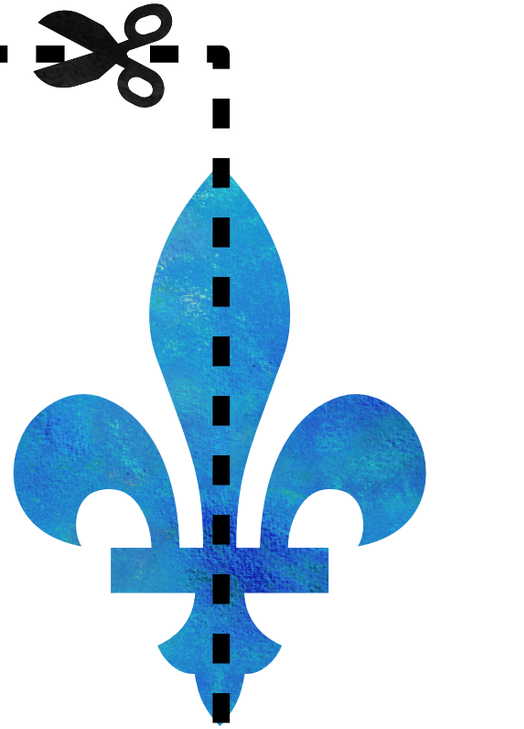
LES ENTREPRISES NE PAIENT PAS ASSEZ D'IMPÔTS.

Au Québec, dans les années 1960, les entreprises étaient imposées à environ 40%, alors qu'aujourd'hui, elles ne paient que 15% d'impôts. On remarque donc que le gouvernement préfère refiler le fardeau fiscal aux contribuables plutôt qu'aux entreprises, tout en démantelant nos services sociaux. Plutôt que de faire des coupes inutiles et nuisibles dans les services publics, le gouvernement devrait plutôt demander aux entreprises et aux banques de faire leur « juste part ».

QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ?

ASSÉ #AUSTERITE.ORG

QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ?



ASSÉ #AUSTERITE.ORG

PETITE HISTOIRE DE L'AUSTÉRITÉ

1. Depuis la crise financière de 2008, les gouvernements se sont endettés massivement pour sauver les banques, qui étaient devenues « too big to fail [trop importantes pour échouer] ».

2. Voyant la dette grandir, les économistes Carmen Reinhart and Kenneth Rogoff ont publié une étude qui montrait qu'une dette élevée allait de pair avec une faible croissance économique.

3. S'en est suivi un débat de l'œuf et de la poule: est-ce qu'une dette importante ralentit l'économie, ou, plus logiquement, serait-ce une économie mauvaise qui cause une dette importante?

4. Les organismes financiers internationaux, comme le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC ont cru en la première conclusion, et se sont donc dits que pour redresser l'économie, il faudrait éliminer la dette; ainsi est née l'austérité, et son cousin québécois, le « déficit zéro ».

5. Ceux-ci ont donc fait pression sur les gouvernements et les ont poussés à rembourser leur dette le plus rapidement possible en coupant dans leurs dépenses, soit les services publics.

L'AUSTÉRITÉ EN ÉDUCATION

HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ

En haussant les frais de scolarité de 3,4% par année, le PQ fait du Québec la province avec la plus forte hausse au Canada en 2013. Peu importe la taille de ces hausses, elles font de l'éducation une marchandise et diminuent inévitablement l'accessibilité.

COUPURES DANS LES SERVICES ÉTUDIANTS

En période d'austérité, les universités commencent par réduire les services offerts directement aux étudiants et étudiantes. Par exemple, on coupe dans les services audio-visuels, les acquisitions de livres et les abonnements des bibliothèques plutôt que de couper dans la publicité ou les services administratifs. Les étudiants et les étudiantes doivent alors aller chercher ces services à leur propre frais, ce qui touche particulièrement les gens moins nantis.

AUGMENTATION DU RATIO ÉTUDIANT-E-S / PROF

Voulant « optimiser » les coûts de chaque classe, les administrations ont tendance à augmenter le nombre d'élèves par professeur-e, leur permettant d'économiser en salaires et en locaux. Ceci a un effet néfaste sur la qualité de l'enseignement, nuit au contact avec les étudiants et étudiantes et rend la matière plus difficile à assimiler.

RÉDUCTION DU SALAIRE DES PROFS

Le Conseil du trésor a récemment décidé de couper de 5% le salaire des professeur-e-s au cégep, soit de l'équivalent de 3 à 4 semaines de travail. En outre, l'échelle salariale n'est plus ajustée en fonction des diplômes de maîtrise et de doctorat, ni du temps dédié par les profs au sein de leurs départements et de leurs comités de programmes.

DÉCOUVRIR D'AUTRES CONSÉQUENCES:

austerite.org/fr/education

L'AUSTÉRITÉ EN ENVIRONNEMENT

PRIVATISATION ET DÉRESPONSABILISATION

Les gouvernements Marois et Harper cèdent les droits d'exploitation et les redevances à des entreprises privées sans considération environnementale, comme dans le cas des gaz de schiste, des hydrocarbures de l'île d'Anticosti, et de l'inversion du flux du pipeline d'Enbridge.

COUPURES EN SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

L'État coupe dans les structures régulatrices de surveillance environnementale: 776 congédiements chez Environnement Canada, fin du financement fédéral pour les groupes écologistes et plafonnement de la durée des études du gouvernement.

MOINS DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

Le Canada entreprend une déréglementation environnementale qui lui retire le pouvoir d'agir pour protéger l'environnement. Par exemple: retrait du protocole de Kyoto, réduction de la protection des oiseaux et des cours d'eau, etc.

L'AUSTÉRITÉ ET LES FEMMES

DES CONSÉQUENCES ACCRUES POUR LES FEMMES

L'ensemble des mesures d'austérité affectent davantage les femmes, qui gagnent encore aujourd'hui seulement 70% du salaire des hommes. Elles sont donc moins aptes à assumer les coûts supplémentaires des services sociaux dont elles ont besoin.

PRÉCARITÉ DES EMPLOIS

Les femmes sont plus nombreuses à occuper les emplois informels, précaires et peu payants (comblant 70% des emplois à temps partiel). Les contraintes d'heures plus strictes en assurance-emploi leur font donc aussi plus facilement perdre leurs prestations.

L'AUSTÉRITÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

SANTÉ: COMPRESSIONS, PRIVATISATION...

Compressions budgétaires draconiennes, pénurie de ressources, improvisation de la reconfiguration du réseau: ce saccage a des conséquences graves. Ce sont les patientes et les patients qui paient, très souvent, les médicaments, les pansements et la période de convalescence à l'hôpital.

Cette logique d'utilisateur-payeur affecte disproportionnellement les plus démuni-e-s, pour qui ces coûts ont un grand impact sur des budgets déjà trop serrés. Par exemple, la taxe santé est inégalitaire: les contribuables auront à débourser un montant fixe pour pallier aux coupures, peu importe leur revenu. Par ailleurs, comme les femmes sont les principales usagères du système de santé, ce sont elles qui paieront davantage, tout en devant composer avec de plus petits budgets.

COUPURES DANS L'AIDE SOCIALE

Les coupes dans l'aide sociale touchent les plus vulnérables de notre société: les familles avec enfants en bas âge, les toxicomanes et les gens s'approchant de la retraite. Pour justifier sa déresponsabilisation, le PQ n'a d'autre choix que d'inculquer l'idée mensongère que ces gens, qui vivent nettement sous le seuil de la pauvreté, seraient paresseux. Or, quand on sait que 10% des enfants québécois sont élevés dans une famille qui dépend de l'assistance sociale, on saisit mieux l'impact catastrophique de ces coupures.

HAUSSE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ

D'ici à 2018, le tarif résidentiel d'électricité augmentera de 22,2%. Pourtant, cette année, Hydro-Québec accumulera des profits de plus de 3 G$. La justification économique invoquée par le gouvernement ne tient pas la route dans l'une des rares nations qui produisent des surplus d'hydro-électricité.

DÉCOUVRIR D'AUTRES CONSÉQUENCES:

austerite.org/fr/services-sociaux

L'AUSTÉRITÉ ET LE TRAVAIL

COMPRESSIONS EN ASSURANCE-EMPLOI

Le gouvernement Harper a récemment diminué considérablement les prestations d'assurance-emploi, en plus d'obliger les gens en recherche d'emploi à accepter un salaire inférieur à leur ancienne rémunération. Les critères d'éligibilité ont changé, rendant le régime moins accessible; de plus, le refus d'un quelconque emploi entraînera le retrait des prestations — et ce, même si le refus est motivé par un départ de la région ou par une grossesse.

FRAGILISATION DES RETRAITES

Dans leur dernier budget fédéral, les conservateurs ont repoussé l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, mesure qui prendra effet à partir de 2023. De plus, ils priorisent systématiquement les régimes de retraite privés (comme les REER) où seuls les employé-e-s cotisent, faisant ainsi profiter le secteur financier.

BRISER LES SYNDICATS

Le gouvernement Harper joue avec l'idée de créer des lois de *right-to-work* (droit au travail), qui mettraient fin aux cotisations syndicales automatiques et permettraient aux travailleurs et travailleuses d'obtenir les avantages négociés par le syndicat sans le financer. Aux États-Unis, dans les états ayant adopté ces lois, le nombre d'accidents mortels au travail est 53% plus élevé et le salaire moyen est inférieur.

L'AUSTÉRITÉ ET LA CULTURE

COUPES DANS LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT CULTURELLES

L'Office Nationale du Film (ONF) a vu ses subventions amputées d'environ 10%, ce qui l'a contraint à mettre à pied 73 employé-e-s et à fermer les portes de la CinéRobothèque. Par ailleurs, Radio-Canada a dû abolir 650 postes et réduire sa couverture journalistique locale et régionale.